

ACTION URGENTE

UN RESSORTISSANT RUSSE PORTÉ DISPARU

Maskhoud Abdoullaïev, un ressortissant russe, a été renvoyé de force en Russie par les autorités égyptiennes le 19 juin. Dans une interview pour une émission de la télévision tchétchène diffusée le 30 juin, il démentait les allégations selon lesquelles les forces de sécurité l'auraient détenu à l'aéroport de Moscou. Amnesty International doute qu'il ait participé de son plein gré à cette émission. L'organisation ignore où il se trouve actuellement. S'il est détenu, il risque probablement d'être torturé ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

Aucune information n'indique que Maskhoud Abdoullaïev a été vu à l'aéroport de Moscou ou à Grozny. Pourtant, son interview a été enregistrée dans des studios à Grozny et diffusée à la télévision tchétchène. Dans celle-ci, Maskhoud Abdoullaïev déclarait qu'il avait passé une nuit à l'aéroport de Moscou avant de prendre un vol pour la Tchétchénie le lendemain matin « *afin de rendre visite à ses proches et de voir comment était la vie en Tchétchénie* ». Il affirmait également qu'il pouvait se déplacer librement en Tchétchénie et qu'aucune pression n'était exercée sur lui. Il indiquait qu'il allait passer l'été en Tchétchénie, puis retourner en Égypte pour y poursuivre ses études à l'université islamique Al Azhar. Il appelait son père, Soupian Abdoullaïev, dirigeant d'un groupe armé tchétchène, et « *tous ceux qui sont dans la forêt* » à cesser le combat et à se rendre aux autorités. Il s'adressait également aux Tchétchènes qui avaient fui à l'étranger, en affirmant que les gens pouvaient vivre et prier librement et qu'il n'y avait pas d'enlèvements en Tchétchénie.

Cependant, il n'est pas certain que Maskhoud Abdoullaïev soit arrivé en Tchétchénie de son plein gré. Il n'est jamais apparu dans le hall des arrivées à l'aéroport de Moscou, où des personnes l'attendaient. On ne l'a pas vu quitter la zone de contrôle à la frontière, ni embarquer à bord d'un vol national, ni entrer dans le hall des arrivées internationales.

Des organisations de défense des droits humains ont exprimé leur crainte que les services de sécurité tchétchènes ne détiennent Maskhoud Abdoullaïev afin de faire pression sur son père et de l'utiliser à des fins de propagande. Si c'est le cas, il risque probablement d'être torturé ou de subir d'autres formes de mauvais traitements, et sa vie pourrait être menacée. Il n'a pas contacté sa famille et on ignore toujours où il se trouve exactement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Maskhoud Abdoullaïev ;
- exhortez les autorités russes à indiquer si cet homme est détenu ou non ;
- s'il est libre, demandez-leur instamment de prendre les mesures nécessaires pour qu'il puisse facilement rencontrer des organisations indépendantes de défense des droits humains et des journalistes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 AOÛT 2009 À :

Directeur général du Service fédéral de sécurité (FSB) de la Fédération de Russie :

Alexandr Vasilievich BORTNIKOV
Federal Security Service of the Russian Federation
ul. Bolshaia Lubianka, 1/3
107031 Moscow, Russie
Fax : +7 495 914 26 32
Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Président de la République tchétchène :

Ramzan Akhmatovich Kadirov
Administration of the President and the Government of the Chechen Republic
Ul. Garazhnaia, 10.
364000 g. Grozny, Chechen Republic
Russie
Fax : +7 8712 22 45 53
Formule d'appel : *Dear President Kadirov, / Monsieur le Président de la République,*

Copies à :

Médiateur chargé des droits humains de la Fédération de Russie :

Vladimir Petrovich LUKIN
ul. Miasnitskaia, 47
107084 Moscow, Russie
Fax : +7 495 607 74 70; +7 495 607 39 77
Formule d'appel : *Dear Ombudsman, / Monsieur,*

Ceci est la première mise à jour de l'AU 170/09 (EUR 46/013/2009, 26 juin 2009). Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR46/013/2009/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN RESSORTISSANT RUSSE PORTÉ DISPARU

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 27 mai 2009, le Service égyptien de renseignement de la sûreté de l'État (SSI) a procédé à de nombreuses arrestations d'étudiants étrangers de l'université Al Azhar, au Caire. Parmi les personnes arrêtées figuraient 35 étudiants russes, principalement originaires de Tchétchénie, d'Ingouchie et du Daghestan. Ces étudiants ont été arrêtés et leurs domiciles ont été perquisitionnés, sans autorisation. Selon une déclaration du ministère égyptien de l'Intérieur, ces mesures ont été prises à titre de précaution, afin de s'assurer que ces étudiants résidaient légalement en Égypte. Ce ministère a procédé à des arrestations car il soupçonnait des étudiants étrangers d'entretenir des liens avec un groupe de sept membres présumés d'Al Qaïda, qui font l'objet d'une information judiciaire dans l'affaire de l'attentat à la bombe commis dans le quartier historique d'Al Hussein, au Caire, le 22 février 2009. L'arrestation de ces sept suspects a été annoncée par le ministère égyptien de l'Intérieur le 23 mai 2009. Ce ministère a déclaré que les sept personnes qui avaient été arrêtées avaient recruté des étrangers, notamment des étudiants.

La plupart des étudiants arrêtés ont été libérés quelques jours plus tard, mais certains auraient été expulsés vers leurs pays d'origine. D'autres étudiants seraient toujours détenus aux fins de l'enquête.

Amnesty International reçoit régulièrement des informations de Tchétchénie au sujet de personnes prises pour cible par les autorités tchéchènes parce que des membres de leur famille sont soupçonnés d'appartenir à des groupes armés. La pression exercée sur ces personnes peut prendre la forme d'actes d'intimidation, de détentions arbitraires, d'expulsions forcées et de destructions de logements. Ramzan Kadirov, le président tchéchène, a déclaré en août 2008 à la télévision : « *Les familles dont des membres sont dans la forêt sont complices de crime. Ce sont des terroristes, des extrémistes.* » Les procès de membres présumés de groupes armés d'opposition sont entachés par des violations des normes internationales d'équité. Ainsi, des personnes ont été inculpées et reconnues coupables d'infractions liées au terrorisme sur la base d'« aveux » et de témoignages extorqués sous la torture.

La famille de Maskhoud Abdoullaïev a quitté la Tchétchénie en 1999 et obtenu le statut de réfugié en Azerbaïdjan. Maskhoud Abdoullaïev s'est installé en Égypte en février 2006 afin de poursuivre ses études à l'université islamique Al Azhar. Il a été arrêté le 27 mai 2009 par des membres du SSI, accusé d'avoir enfreint les conditions de son visa, avant d'être détenu au secret à la prison de Tora, non loin du Caire. Il a été renvoyé de force en Russie le 19 juin.

Action complémentaire sur l'AU 170/09, EUR 46/016/2009, 8 juillet 2009

